

De la Somalie au Nigéria

Publié par Charles Millon · 7 septembre 2014, 20:51

D'est en ouest, le continent africain est actuellement le théâtre de guerres qui, pour avoir des enjeux parfois locaux, commencent pourtant à prendre une cohérence d'ensemble inquiétante.

C'est toute la bande sub-sahélienne, c'est-à-dire le nord de l'Afrique noire qui est touché par ces conflits.

Que certains soient anciens, comme celui qui secoue la Somalie, ou très récents comme au Nigéria, il demeure indéniable qu'ils ont tous, directement ou indirectement, des racines islamistes.

Mais ils posent aussi, encore une fois, la question des frontières africaines, soit de leur incohérence au regard des populations, soit de leur porosité.

Sil'on trace une diagonale du nord-Mali jusqu'à la Somalie, quasiment tous les pays qu'elle traverse, à la notable exception du Niger et du Tchad, sont travaillés ou par des conflits internes ou par des actes terroristes : Mali, Extrême Nord du Cameroun, Nigéria, Centrafrique, Sud-Soudan, Kenya et donc Somalie, aucun de ces pays n'est aujourd'hui à l'abri d'une déstabilisation.

Trois problématiques différentes, mais accumulées, sont à l'oeuvre : les tribus, la question religieuse et les ressources naturelles.

Cette trinité qui concerne toute l'Afrique noire devient évidemment plus brûlante à la frontière de deux civilisations que recouvre partiellement la frontière de deux religions, l'islam et le christianisme (sans oublier l'animisme, généralement dissimulé ou minoré) : au nord, une civilisation plutôt pastorale, marquée par une certaine arabisation ; au sud, la civilisation plus sédentaire de l'Afrique noire.

Est-ce un choc des civilisations ?

En partie, oui, et l'on aurait tort d'oublier les leçons de Huntington ou de les balayer d'un revers de main.

Au Nigéria, au Sud-Soudan, en Centrafrique, ce sont bien des guerres civiles religieuses à quoi on a affaire.

En Somalie, c'est plutôt le poison djihadiste, déversé là depuis vingt ans, dans un pays qui n'a jamais connu d'Etat fort.

Au Mali, se conjugue les facteurs tribaux et religieux, quoique ce soit à l'intérieur même de l'islam que la scission s'opère.

Devant cette avancée de l'islamisme guerrier, à quoi s'ajoute comme dans d'autres parties du monde, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, ainsi qu'on le voit au Nigéria, s'affrontent deux théories, qui ont chacune leurs avantages.

Il y a d'abord celle qui consiste à pousser à la tête d'un pays, ou à le soutenir s'il y est déjà, un homme fort, tel Idriss Déby au Tchad dont la politique, non seulement apaisera les populations mais encore contiendra la poussée islamiste vers le sud.

C'est ce que l'on a reproché aux forces occidentales quand elles ont fait tomber Mouammar Kadhafi : n'avoir pas pris en compte que sa disparition laissait le champ libre, dans une immense région, à des groupes terroristes, tribaux ou djihadistes, désormais armés jusqu'aux dents.

C'est aussi le rôle que jouent dans une moindre mesure Blaise Compaoré au BurkinaFaso, Mahamadou Issoufou au Niger ou Paul Biya au Cameroun.

C'est aussi ce rôle de digue que la France cherche à maintenir à tout prix au Mali, quoique le gouvernement soit faible pour le moment.

Mais il y a aussi une autre voie, que de nombreux africanistes et connaisseurs de la région défendent : la voie d'un fédéralisme à l'africaine.

Il ne s'agit pas d'entendre par là la création d'une autorité supérieure aux Etats, à l'image de l'Union européenne, mais au contraire, la création d'entités subsidiaires à l'intérieur des Etats.

Ce redécoupage peut se faire de manière interne, mais aussi, parfois de manière externe, comme la création des deux Soudan l'a prouvé.

A l'intérieur des Etats, cela passerait par une plus large autonomie, par exemple dans le cas du Mali, où les Touaregs du nord pourraient décemment réclamer un transfert de compétences de la part de Bamako.

Le découpage hérité de l'époque coloniale a montré ses limites dans nombre de pays. Et c'est pourquoi, la nouvelle donne ne pourrait se faire sans une grande conférence internationale qui réunirait auprès des autorités africaines actuelles, les gouvernements occidentaux, aux premiers chefs desquels l'Europe.

C'est en effet un devoir pour elle que de participer à la réflexion d'une nouvelle organisation.

Un devoir d'abord parce qu'elle est responsable devant l'histoire, mais aussi parce que c'est elle qui, ayant le plus d'intérêts de tous ordres dans ces pays-ci, géopolitiques, économiques, civilisationnels, y est de fait le plus investie.

Enfin, parce qu'elle est à l'origine des grands principes démocratiques, comme la garantie des droits des minorités.

Aujourd'hui, dans tous ces pays que l'on a cités, mais auxquels il faudrait adjoindre nombre d'autres nations africaines, la politique ne se fait qu'au détriment des minorités qu'écrasent les majorités démographiques.

Or la démocratie ne peut reposer sur cet unique pilier que sont les masses de population.

Surtout en Afrique où les ethnies, les tribus ont longtemps eu des histoires et des cultures différentes et qui sont parfois liées de manière inextricable.

Enfin, cette Conférence africaine internationale implique l'Europe parce que c'est elle qui, en dernier ressort, subit les problèmes africains en matière de sécurité, d'immigration, d'islamisation, et de rupture de développement.

Si la solution se trouve évidemment dans les mains des Africains eux-mêmes, qui doivent se saisir de leur destin, il est nécessaire aujourd'hui que la communauté internationale leur donne les moyens de fonder des Etats stables, assez forts pour se permettre de décentraliser vraiment.

Le Sénégal constitue un très bon modèle, où la structure politique s'appuie notamment sur les antiques communautés musulmanes soufies pour faire régner la concorde.

Les Africains, comme l'humanité en général, n'ont pas besoin de représentations abstraites, éloignées de la réalité de leurs vies, qui plus est rongées par la

corruption, l'autre grande plaie de ces pays.

Car c'est évidemment quand se produit un afflux soudain de richesses, souvent dû à une manne d'hydrocarbures ou minière, comme cela se voit au Nigéria, en Centrafrique et au Sud-Soudan, que les structures traditionnelles sont déstabilisées.

Parvenir à distribuer avec justice les bénéfices de l'exploitation de ces matières premières est un autre grand défi de cette Afrique malade de sa croissance trop rapide.

Centrafrique - l'intervention française

Publié par Charles Millon · 6 avril 2014, 19:07

Le rétablissement de la paix civile sera long sans doute en République centrafricaine.

L'Etat est réduit à sa plus simple expression, les caisses du trésor sont vides - et l'on murmure que le précédent président François Bozizé, en fuite, n'est pas étranger à cette pénurie - le peuple enfin et surtout est maintenant

profondément divisé.

C'est certainement la question la plus préoccupante.

La Centrafrique ne s'était pas jusque là illustrée, contrairement à nombre d'autres pays du continent, par des émeutes ethniques, et les différentes composantes de sa société vivaient plutôt en bonne intelligence.

Mais le déferlement de la Séléka, bande inorganisée de rapaces à quoi se sont mélangés des éléments islamistes venus du nord ou de pays avoisinants, a mis au jour pour la première fois un antagonisme possible entre la majorité chrétienne et la minorité musulmane septentrionale.

Alors que l'armée et la police gouvernementales ont été réduites à leur plus simple expression, les exactions continues, pendant des mois, ont conduit les populations de la capitale à s'organiser en milices d'autodéfense.

C'est à cette situation, extrêmement tendue et couvant des massacres comme la nuée l'orage, que la France doit faire face, depuis qu'elle a renforcé ses troupes sur place, avec l'opération Sangaris.

La situation sécuritaire à Bangui est devenue plus tendue et préoccupante encore depuis l'attaque de la capitale le 5 décembre 2013 par des hommes armés anti-Séléka, comprenant des anti-balaka et des ex-faca, parmi lesquels des hommes de l'ancienne garde présidentielle.

Ces attaques visaient sans doute à causer le maximum de pertes dans les rangs de l'ex-Séléka et à entraîner un soulèvement populaire contre les autorités au pouvoir.

Mais la riposte des ex-Séléka et surtout leurs représailles contre la population ont été très violentes et féroces.

Le conflit glisse ainsi insidieusement vers une guerre civile, interreligieuse ou inter communautaire : les ex-Séléka et populations musulmanes d'un côté et les anti-Séléka et populations chrétiennes de l'autre.

Par crainte des représailles de l'ex-Séléka, de nombreuses populations des quartiers de Bangui ont quitté leur domicile pour trouver refuge près de l'aéroport protégé par les Français et dans les églises, tandis que des populations musulmanes se réfugiaient, elles, dans des mosquées.

Cette situation s'est aussi répercutée dans d'autres localités de province, notamment à Bossangoa et Bouar. Depuis le 5 décembre, les troupes françaises ont été renforcées, pour être portées à 1600 hommes.

Elles sont présentes surtout à Bangui et à Bossangoa, mais aussi à Bouar et à Bossembélé dans le nord-ouest, région très meurtrie par les exactions de l'ancienne rébellion.

Mais c'est surtout depuis le 9 décembre que les soldats français patrouillent en nombre dans Bangui, en véhicules sur les grandes artères et à pied dans les quartiers périphériques, désarmant tous les groupes armés qui ne sont pas

cantonnés.

En coordination avec les troupes françaises, la force africaine Micopax, soit 2500 hommes qui devraient être renforcés par 850 burundais et 650 congolais, patrouille dans la ville et protège les nombreux sites de populations déplacées dans Bangui.

Le bilan provisoire de cette semaine de violences est estimé à plus de 500 morts dans la seule ville de Bangui, sans compter la ville de Bossangoa et la région environnante qui connaît des affrontements similaires.

Un soldat du contingent tchadien a été grièvement blessé le 11 décembre. De nombreux blessés sont enregistrés.

La situation humanitaire déjà catastrophique ne cesse de s'aggraver.

Des tensions persistent encore avec des éléments de l'ex-rébellion Séléka ; des tireurs isolés parfois en tenue civile tirent sur des patrouilles Micopax ou Sangaris.

Au-delà des affrontements entre communautés, d'innombrables difficultés s'opposent à une résolution simple du conflit : notamment un manque de cohésion au sein de la Micopax dû au comportement de certains éléments du contingent tchadien ; mais aussi la présence de tireurs isolés de l'ancienne Séléka, parfois déguisés en civil, qui tirent sur les patrouilles Micopax ou françaises.

Devant l'horreur des massacres, notamment d'enfants, la France a fait son devoir en intervenant, avec l'accord de la communauté internationale, même si celui-ci est venu bien tard.

Mais afin de sauvegarder la crédibilité des Forces Micopax et Sangaris, il importe aujourd'hui que le principe d'impartialité soit strictement respecté.

Tous les groupes armés sans exception (ex-Séléka ou anti-Séléka) doivent être désarmés, tout en veillant à empêcher les populations de s'adonner à des actes de vengeance les unes contre les autres.

De même, le contingent tchadien doit être rappelé à l'ordre et mis en garde contre tout agissement contraire aux règles d'engagement de la Micopax.

Dans tous les cas, l'emploi de ce contingent dans les opérations de sécurisation

mérite une attention toute particulière afin d'éviter de discréditer la Micopax et la Misca - la nouvelle force africaine qui doit lui succéder.

Enfin, le transfert d'autorité de la Micopax à la Misca prévu pour le 19 décembre 2013 devra absolument être effectif, la période transitoire actuelle rendant particulièrement vulnérables les populations.

L'Europe de son côté, ne s'est pas précipitée pour donner un coup de main, et encore une fois la France est partie seule, comme au Mali.

Le 17 décembre, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a enfin annoncé qu'il avait bon espoir que certains pays européens envoient des troupes au sol.

L'Europe finance déjà la Misca, mais elle aurait aussi intérêt à prendre sa part dans l'effort militaire français. Elle y a intérêt notamment pour éviter des futurs Lampedusa.

La stabilisation de l'Afrique serait profitable pour le monde entier.

D'autant plus qu'à travers le cas précis de la Centrafrique, de nombreux problèmes actuels du continent s'expriment.

Il y a d'abord le problème, sur lequel on ne peut continuer de jeter un voile pudique, de la progression systématique de l'islamisme depuis 10 ans dans toute la région.

Et il s'agit d'un islam conquérant soutenu par l'Arabie saoudite, le Qatar, tous les pays sunnites en général, à l'œuvre au Mali, au Nigéria, au Soudan et même au Tchad.

En face, des populations chrétiennes ou animistes qui attendent un secours du reste du monde. Il y a encore l'éternel problème des frontières : le seul mot Centrafrique ne signifie-t-il que nous ne sommes pas face à un véritable pays ?

La question des identités est de plus en plus prégnante dans un continent dont les habitants ne se reconnaissent réellement que dans leurs tribus ou leurs ethnies.

Il faut se demander quand la communauté internationale osera enfin prendre le taureau par les cornes, et aider l'Afrique à inventer un autre type de démocratie,

taillé sur sa mesure à elle.

Enfin, la Centrafrique a été manifestement victime de pillage de ses ressources depuis des années par des prédateurs étrangers, Etats ou grands groupes internationaux, dans les domaines du diamant, du pétrole ou de l'uranium.

Ses élites corrompues, dont François Bozizé comme Michel Djotodia sont de parfaits exemples, doivent être enfin remplacées par des gouvernants véritables, soucieux du bien commun.

On susurre aujourd'hui le nom de Martin Ziguélé, ancien Premier ministre d'Ange-Félix Patassé, comme possible candidat lors des élections qui devraient être organisées rapidement.

Il jouit d'une réputation d'humaniste au fait des questions nationales et internationales qui plaide en sa faveur.

Il n'est que temps que la Centrafrique se découvre de vraies élites pour la gouverner, quelque forme qu'elle prenne dans les années qui viennent.

Charles Millon

